

## Journée internationale de luttes des femmes Le 8 mars soyons dans la rue

**P**artout dans le monde se développent les combats des femmes pour leurs droits. Depuis le scandale Weinstein fin 2017, qui a vu se développer un mouvement de dénonciation d'abus sexuels et de viols dans l'univers de la culture, nombreuses sont les femmes des milieux dits « bourgeois » qui ont témoigné de ce type de comportement. Beaucoup font semblant de découvrir cette situation alors qu'elle a toujours existé dans ces milieux et que tout le monde le savait !

Alors qu'il leur est plus facile que les « simples femmes » de le faire, ce n'est qu'après ce scandale qu'elles osent porter plainte partout contre de nombreuses personnalités masculines. Ainsi, en France, sont soumis à une enquête ou mis en examen, entre autres, le ministre du Budget Gérard Darmanin et Tariq Ramadan, un intellectuel musulman.

Que des actrices mondialement connues, des députées et des journalistes renommées expliquent ne pas avoir osé dénoncer leurs agresseurs de peur d'être mises au ban de leur profession et de voir leur carrière compromise, en dit long sur la force du pouvoir et de l'argent dans notre société.

Alors qu'il est beaucoup plus difficile, pour ne pas dire impossible, quand on est ouvrière ou simple employée de dénoncer. Il faut se débrouiller sans relations dans les médias, dans la police ou la justice. Il faut se battre contre les collègues, les petits chefs ou les patrons, sans argent, avec le risque de perdre son emploi et de se retrouver au chômage.

Les années passent mais il faut toujours rappeler qu'en France une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon, qu'un viol a lieu toutes les sept minutes, que plus de 20 % des femmes se disent victimes de harcèlement au travail et qu'une enquête récente démontre que 12 % des femmes interrogées disent avoir été violées dans leur existence.

Et dans le monde qu'en est-il ? Parlons de la journée internationale de lutte contre l'excision qui, le 6 février

dernier, a permis de rappeler des chiffres épouvantables : 200 millions de femmes et de filles dans le monde ont subi une forme de mutilation génitale, dont les effets secondaires peuvent aller jusqu'à la mort ; dans certains pays d'Afrique cela concerne plus de 90 % des jeunes filles. Ces mutilations génitales féminines sont l'une des expressions les plus barbares de l'oppression des femmes. En Chine, et dans de nombreux autres pays en voie de développement, les jeunes filles sont soumises à l'obligation de se marier et d'enfanter. Aux États-Unis, en Irlande et dans d'autres pays le droit à l'avortement est remis en cause...



Et ce n'est pas avec le gouvernement Macron que beaucoup de choses évolueront, vu sa politique contre les services publics, les organismes sociaux et les associations. Dans le projet loi relatif aux violences contre les femmes, le harcèlement de rue sera considéré comme un outrage sexiste et puni par une simple amende. Efficace ? On peut en douter.

Alors aujourd'hui continuons à nous battre non pas contre les hommes mais avec eux, dans nos lieux de travail, et ajoutons le combat contre les violences sexuelles à celui que les travailleurs et les travailleuses ont à mener dans leurs entreprises.

Car le combat pour libérer la société du capitalisme est indissociable de celui pour l'émancipation des femmes afin d'éliminer également le patriarcat qui lui est bien antérieur.

**Retrouvons-nous ensemble le 8 mars prochain pour crier haut et fort notre révolte et continuer notre combat.**

### Sommaire :

- Page 1 : 8 mars, journée de luttes des femmes
- Page 2 : Le mal logement
- Page 3 : La Santé en Lutte
- Page 4 : Réformes du BAC et de la SNCF
- Page 5 : Pays basque
- Page 6: Livre – « Les Femmes dans la Révolution russe » de Jean-Jacques MARIE

### Autours du 8 mars à Bayonne

- ✚ Mercredi 7 à 19h potoe féministe et bertsu (assemblée des femmes grévistes).
- ✚ Jeudi 8 à 18h rassemblement place de la mairie et action symbolique par les groupes féministes.
- ✚ Jeudi 8 à 19h30 vin chaud stand planning familial place St André.
- ✚ Jeudi 8 à 20h30 film et Assemblée des femmes grévistes à Mami Txula 17 rue Pontrique.





# Quand le gouvernement favorise le mal-logement

**La Fondation Abbé-Pierre critique la politique du logement du gouvernement.**

é

d

i

t

a

**L**e logement est désormais traité comme une vulgaire marchandise soumise à la spéculation de la finance (voir la crise en 2008 aux USA et ailleurs dans le monde). L'accès au logement est une valeur fondamentale mais ce n'est plus, depuis longtemps, une priorité gouvernementale et désormais se loger devient un luxe. Selon le rapport 2018 de la Fondation Abbé-Pierre, en France les mal-logés sont plus de quatre millions. Près de trois millions de personnes vivent dans des conditions de logement très difficiles dont les trois quarts sans eau courante, douches, ou WC intérieurs. 900 000 personnes sont privées de logements personnels, 72 % vivent chez un tiers, 16 % sont SDF, 3 % en chambres d'hôtel. 42 000 migrant-es résident en foyers. Le mal-logement est lié à la précarité économique et financière, aux prix prohibitifs d'accession à la propriété ou aux loyers trop élevés. Le rapport souligne que le surpeuplement a des répercussions sur la santé, la vie sociale, la réussite scolaire des enfants, le bien-être familial. Quant à la précarité énergétique, elle touche 12 millions de personnes.

## Macron étrangle le logement public

Christophe Robert, le délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, pointe « l'attaque menée contre deux outils de protection majeure des ménages modestes : les APL (aides personnalisées au logement) et le logement social ». Il dénonce ainsi la coupe, par le gouvernement, de 5 € par mois dans les aides (APL) et celle de 60 € par mois, imposée aux offices HLM. Au total, ce sont 3,2 milliards d'€ par an qui seront ponctionnés dans le budget des organismes publics. Ces mesures feront que 40 % des offices HLM seront dans le rouge dès 2018, 70 % en 2019 et 90 % en 2020. Macron étrangle le logement public pour inciter les offices à se regrouper et à ouvrir leur capital à des investisseurs privés.

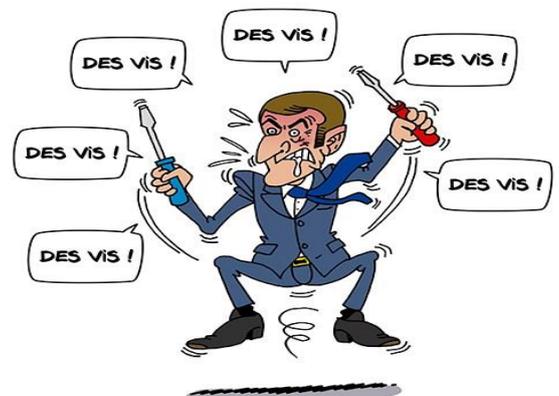
## Macron prend dans la poche des pauvres pour donner aux riches

De nombreux mécanismes de défiscalisation (types Pinel ou Robien) bénéficient au secteur privé (8 à 9 milliards prévus dans le budget 2018). Comme ces mécanismes durent 9 à 12 ans cela signifie qu'ils vont amputer le budget de l'Etat pendant longtemps.



53 % des investisseurs sont des institutionnels (banques, assurances) qui achètent pour louer. 90 % du marché immobilier sont aux mains du marché libre dominé par des groupes très puissants (Vinci, Colas, Bouygues) qui fixent les coûts de production. Aujourd'hui, 40 % du chiffre d'affaires des promoteurs immobiliers se fait via des ventes aux organismes HLM et 40 % grâce à la défiscalisation. Au total c'est, à 80 %, de l'argent public qui coûte cher aux contribuables.

**MACRON SERRE LA VIS !  
DIMINUTION DE 5 € PAR MOIS SUR  
LES AIDES AU LOGEMENT**



## L'appropriation sociale pour répondre aux besoins

Les logements, comme les services publics sont un enjeu de société. Le choix c'est soit satisfaire les intérêts des financiers, des propriétaires des moyens de production soit répondre aux besoins de la population. Le logement, l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, les transports doivent être totalement la propriété de la population. L'objectif à terme doit donc être l'appropriation sociale de ces secteurs par le monde du travail.

## Pays Basque : 4 SDF meurent de froid

Si le Pays Basque est souvent associé au surf, aux plages de sable fin, aux fêtes de Bayonne, au Casino de Biarritz, à la bonne chère et à l'air pur de nos montagnes, on oublie trop souvent qu'il recèle aussi son lot de misère et de souffrance. Ainsi, en février, en moins d'un mois, quatre personnes sont mortes de froid. C'est d'abord au Boucau, dans le bois Guilhou, qu'un homme de 55 ans a été retrouvé sans vie dans la tente où il dormait. Puis on découvrait dans une rue du quartier Saint Esprit, à Bayonne, le cadavre d'un autre quinquagénaire. Quelques jours plus tard, même découverte macabre, cette fois sur la plage d'Erretegia à Bidart. Enfin le dernier en date des victimes du froid et de la misère est un malheureux de 42 ans mort dans la nuit dans le parking souterrain du Bellevue, à Biarritz. Mais, tout autant que le froid, c'est l'usure, le dénuement et l'isolement qui les ont tués.



# Coordonner les luttes multiples

## Faire du 22 mars un succès !

**L**e 30 janvier, partout en France, des dizaines de milliers de professionnel·les de services à domicile et des EHPAD (Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) ont répondu à l'appel à la grève nationale de l'intersyndicale, soutenue par l'ADA-PA (association de gestion des EHPAD) et les organisations des retraité·es et familles. Le bilan de cette journée du 30 janvier est positif. Forte mobilisation des salarié·es des EHPAD, participation des salarié·es de l'Aide à Domicile, des syndicats de retraité·es, de comités de défense des hôpitaux, de familles et d'usager·es. Quimper, Angers, Le Mans, Tours, Paris, Rouen, Toulouse, Besançon, Lons-Le-Saunier, Bordeaux, la mobilisation a fait le tour de l'Hexagone. Dans plusieurs villes, intervention réussie du NPA, bien visible par ses tracts, affiches, journaux.

La grande question est maintenant celle des suites à donner au mouvement. En dépit d'un mouvement d'opinion aussi large et sans précédent, le président de la République ne s'est toujours pas exprimé sur la situation des personnes âgées. Une nouvelle date de mobilisation, le 15 mars, également journée d'action des retraité·es, a été retenue par l'Intersyndicale comme la prochaine échéance pour les EHPAD. La date du 22 mars (grève de la Fonction Publique) aurait pu apparaître comme plus unifiante, mais outre les réticences d'une partie de l'Intersyndicale qui n'a aucune envie d'une généralisation du mouvement, il y a aussi la crainte des personnels des EHPAD de voir leurs revendications noyées dans un « fourre-tout » où elles/ils seraient oublié·es.

### Construire un outil unitaire

On assiste à une multiplication des luttes dans le secteur hospitalier

\* **Psychiatrie** : Le Mans, Angers, Rennes, Quimper, Caen CHU, CHG.

\* **Urgences** : Bordeaux, CHU Toulouse, Tours, Besançon, Lyon, AP HP Paris.

Les luttes existent bel et bien et leur coordination est d'actualité. La passivité et l'inaction des directions syndicales est d'autant plus frappante. L'orientation reste la construction avec patience et détermination d'un outil, fiable, unitaire, rassembleur, s'appuyant sur les équipes syndicales de base pour coordonner la mobilisation des salarié·es du secteur sanitaire, social, et médico-social. Son but : aboutir à un mouvement d'ensemble de tout le secteur, qui, avec la participation des organisations syndicales interprofessionnelles, des comités de défense de l'hôpital, des associations d'usager·es, (cf les EHPAD) pourrait devenir une lutte politique pour le droit à la santé et l'accès aux soins. C'est ce que nous résumons par la formule de « marées blanches » pour s'opposer à la contre réforme du système de santé annoncée par Philippe et Buzyn. Cette perspective s'inscrit dans le projet global de convergence de l'ensemble des luttes sociales contre la politique de Macron et de son gouvernement.



### Faire du 22 mars un succès

Le 13 mars, à Toulouse, aura lieu une Assemblée Générale de coordination des usager·es et des personnels de Santé en lutte, avec un temps fort de rassemblement avec les salarié·es grévistes du CHU de Toulouse où la presse sera conviée. L'ensemble des sections syndicales de base, les Fédérations Santé et Social sont invités à ce temps fort. mais, au delà, il s'agit de construire une mobilisation coordonnée au niveau national. Un appel est déjà parti pour le 22 mars, date de mobilisation des trois Fonctions Publiques et de la SNCF.

**Il faut faire de cette journée nationale du 22 mars une étape décisive dans la lutte pour préserver les services publics de la politique de casse systématique mise en œuvre par Macron et son gouvernement.**





# Réformes de l'éducation nationale et de la SNCF Un seul gagnant le patronat !

**L**es réformes lancées au pas de course par Emmanuel Macron concernent différents secteurs de la vie sociale et économique mais ont au moins un point commun : celui d'être dans l'intérêt du patronat en général, et des grandes entreprises et des banques en particulier.

D'ailleurs ceux chargés de les élaborer ont exactement le profil de l'emploi.

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquier est le réactionnaire type. Né dans un des plus riches arrondissements de Paris, le 8ème, il a fait une bonne partie de sa scolarité au lycée privé catholique et huppé Stanislas. Et après ses études, il a côtoyé la mouvance catholique traditionaliste de « Sens Commun » avant de rejoindre l'UMP Luc Chatel au ministère de l'Éducation nationale puis de se découvrir macroniste.

De son côté Jean-Cyril Spinetta, le père de la réforme de la SNCF, a piloté la privatisation d'Air France/KLM, tout en occupant au cours des années des postes d'administrateur chez Alcatel Lucent, Alitalia, La Poste, Saint Gobain, GDF-Suez, Areva... Et cette liste n'est pas exhaustive. Alors, vu le pedigree de ces messieurs, on peut s'attendre au pire.

## Adapter l'Éducation nationale aux besoins des patrons

Depuis des années les patrons se plaignent que les jeunes formés par l'Éducation nationale ne répondent pas aux besoins de l'activité économique. Beaucoup sont « sur-diplômés » par rapport aux emplois qu'on leur offre. Dans les lycées, selon les employeurs, beaucoup trop de lycéen-nes cherchent à faire des études supérieures au lieu d'intégrer le marché du travail (ou Pôle emploi) en étant alors obligé-es d'accepter des salaires de misère.



On va donc modifier le baccalauréat qui, dans les faits, perdra son statut de diplôme national et aura plus ou moins de valeur selon le prestige du lycée dans lequel il aura été obtenu. Idem pour les facultés qui sélectionneront les étudiant-es à l'entrée en favorisant celles et ceux qui viennent des meilleurs établissements secondaires... avant de devenir payantes. Les autres jeunes resteront sur le carreau et n'auront plus qu'à se débrouiller. Par ce biais la ségrégation sociale, qui existait déjà dans la réalité, va être systématisée et amplifiée au détriment des enfants des milieux les plus défavorisés.



## Privatiser les chemins de fer

Pour ce qui est des chemins de fer on s'achemine doucement mais sûrement vers une privatisation du réseau, l'entrée du privé au capital de la SNCF par sa transformation en société anonyme, l'extinction du statut de cheminots, l'abandon de 9 000 kilomètres de lignes (sur un total de 30 000 km) et la fermeture de centaines de gares, l'ouverture des lignes régionales à la concurrence etc. Là encore rien de bien nouveau dans la mesure où les réformes récentes - réalisées tant par des gouvernements de droite que de gauche - avaient ouvert la voie à la situation actuelle qui ne fera qu'empirer les choses. Bref, après la casse du Code du travail, on assiste à la casse des services publics en attendant celle des retraites.

## Réagir

Mais rien n'est jamais écrit d'avance. En 1986 lycéen-nes et étudiant-es firent reculer Devaquet qui voulait mettre en œuvre le même genre de mesures. En 1995 les cheminot-es surent se faire entendre en lançant la plus grande grève depuis 1968. Aujourd'hui un tel mouvement - tous et toutes ensemble - est plus que jamais nécessaire pour que Macron remballe ses réformes.

**Alors se mobiliser le 22 mars pour la journée nationale d'action syndicale contre le démantèlement de la Fonction publique peut être un bon début pour changer le rapport de forces.**

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

**➤ Tout est bon dans notre souscription! ➤**

**SOUTENEZ LE NPA**

# PRESO : 1 PAS EN AVANT 3 PAS EN ARRIERE

**Q**uasiment trois mois après la manifestation du 9 décembre dernier, 2 preso ont été déplacés fin février à la prison de Mont de Marsan (Landes), la plus proche du Pays basque, environ 2h00 de route pour les familles. Ce sont les premiers rapprochements effectués par le Ministère de la Justice.

Zigor Garro avait été condamné à 17 ans de prison, il en a accompli un peu plus de 14. Il était incarcéré dans l'Indre et fait partie des détenus basques à qui a été enlevé le statut « *de détenu particulièrement signalé* » (D.P.S.). Julen Mendizabal quant à lui était incarcéré dans le Val d'Oise et après 7 ans de prison devrait être libéré en mai prochain selon l'association des familles de prisonnier-es Etxerat (Retour à la Maison).



Jeudi 22 février la Cour d'Appel a fait connaître son refus de libération conditionnelle pour Ion Kepa Parot incarcéré depuis 28 ans. Il a été condamné à perpétuité, mais après 15 ans d'incarcération, selon la Loi française, il est possible de demander sa libération conditionnelle. C'était la cinquième qu'il déposait, les précédentes ayant été également refusées. Ce que réclament les associations de soutien, Bagoaz, Etxerat et leur entourage, c'est tout simplement l'application de la Loi, mais l'Etat français choisit de ne pas l'appliquer pour toutes les catégories de détenu-es. C'est en cela que l'on peut dire que les preso sont bien des prisonnier-es politiques.

Début février a eu lieu à la faculté de Bayonne un forum public sur les violations des droits humains commises durant la Guerre civile, le Franquisme et le conflit basque.

C'est dans le but d'essayer de créer une commission « *vérité et conciliation* » en Espagne concernant ces violences qu'a été organisée cette initiative. Mais au fil des débats il est clairement apparu que cette mise en place sera des plus difficiles, selon le procureur de la Cour constitutionnelle espagnole Manuel Miranda "La tenue d'une telle commission n'est pas réaliste... Il n'y a pas de mobilisation civile, il n'y a pas de consensus dans le mouvement mémorialiste, encore moins de volonté politique". L'universitaire Sophie Baby, spécialiste de la transition espagnole partage ce point de vue "Le temps de l'ébullition mémorielle du début des années 2000 est passé", et pour elle "la tendance actuelle d'adopter le prisme des droits de l'homme pour englober sous des catégories similaires tous les événements depuis les années 1930 comporte le risque évident de l'anachronisme". A suivre.

Un an après le désarmement de l'ETA, l'association Bake Bidea (Le Chemin de la Paix) souhaite organiser en relation avec le Artisans de la Paix un forum « *Un an après le désarmement bilan d'étape, enjeux et perspectives* » les 6 et 7 avril prochain. Nous en reparlerons dans une prochaine édition.

Alors on peut se demander si de forum en forum ou de rencontres et discussions avec les représentant-es du gouvernement la situation de tous les détenu-es basques évoluera et si le Pays basque arrivera à sortir du conflit. Pour l'instant le choix de la gauche nationaliste est de minimiser ses actes et ses revendications. Pas de manifestations et pas de demandes aux gouvernements espagnol et français de franchir un pas conséquent pour la résolution de cet antagonisme. Est-ce le bon moyen d'y arriver ?

## Plusieurs manifestations en mars à Bayonne

- ✚ 7 mars à 19h30 rassemblement bruyant et déterminé devant la maison diocésaine Saint Léon pour dénoncer les réunions de culpabilisation des homosexuelles organisées par l'évêché qui fait la promo de l'association "Courage".
- ✚ 8 mars voir page 1.
- ✚ 15 mars journée de mobilisation des retraité-es, EHPAD et étudiant-es, rassemblement à 10h30 devant la Mairie place de la Liberté.
- ✚ 22 mars journée d'action Fonction publique, étudiant-es et cheminot-es manifestation à 10h30 place Ste Ursule.

### l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HERDO

\*seul qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

---

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **à l'adresse de NSPAC** : NSPAC, 2 rue Richard-Lencir - 93108 Montreuil Cedex.

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 29 € <input type="checkbox"/> 1 an 54 €		<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 39 €	
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 46 € <input type="checkbox"/> 1 an 88 €		<input type="checkbox"/> 6 mois 34 € <input type="checkbox"/> 1 an 66 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 6 mois 34 € <input type="checkbox"/> 3 mois 22 €	

---

**ETRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npac2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lencir - 93108 Montreuil Cedex.

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo <input type="checkbox"/> 24 € par trimestre <input type="checkbox"/> 24 € par trimestre		Hebdo <input type="checkbox"/> 20 € par trimestre <input type="checkbox"/> 20 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 24 € par trimestre <input type="checkbox"/> 24 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Désignation du compte à débiter : \_\_\_\_\_  
 IBAN : \_\_\_\_\_  
 BIC : \_\_\_\_\_

**Mandat de prélèvement SEPA**  
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans le convention qui vous sera fournie avec cette-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
 Numéro ICC : FR4322254756

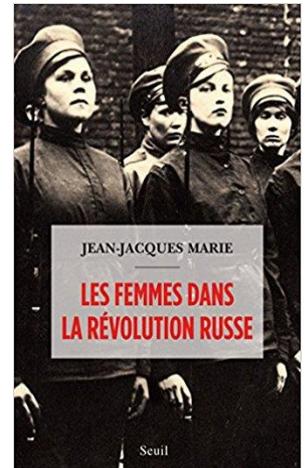
Date : \_\_\_\_\_ Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

www.npac2009.org

**Livre****Les femmes dans la Révolution russe, de Jean-Jacques MARIE****Editions du Seuil**

**A** lors que l'on célèbre ce mois-ci la « *Journée internationale de lutte des femmes* », le livre de Jean-Jacques Marie tombe à point nommé pour rappeler que ce jour-là, le 8 mars 1917, ce sont les ouvrières du textile de Vyborg, un arrondissement populaire de Petrograd, qui déclenchèrent le mouvement de grève qui allait aboutir, quelques mois plus tard, d'abord au renversement du régime autocratique tsariste puis à la première révolution ouvrière victorieuse de l'Histoire.

L'ouvrage débute, de façon assez plaisante, sur une longue et savoureuse citation de Victor Kaiourov, ouvrier serrurier et responsable bolchevik de ce quartier, qui, dans ses mémoires publiés en 1923, écrit qu'il avait passé plusieurs jours à tenter de convaincre les ouvrières de ne pas se mettre en grève et d'attendre un moment plus favorable et, selon ses propres mots, « *à interdire toute agitation pour l'appel à la grève directe* ». Il poursuit : « *Aussi quels ne furent pas mon étonnement et mon indignation lorsque le lendemain...le camarade Nikitor Illitch vint m'informer que la grève avait éclaté dans plusieurs usines de textile. J'étais indigné par la conduite des grévistes...* ».



Ce qui montre que l'on peut être un militant dévoué et intègre, membre d'une organisation révolutionnaire prestigieuse sans pour autant être capable de prévoir à quel moment se déclenchera un mouvement de masse, voire de le sous-estimer lorsqu'il survient.

Pour écrire son livre Jean-Jacques Marie a eu accès à un grand nombre de sources, notamment en russe, langue qu'il maîtrise et qu'il pratique. Ce qui permet à son ouvrage de faire référence à la fois à des journaux, des souvenirs, des témoignages vécus, des articles et des journaux peu connus etc. En outre par le terme de « *Révolution russe* » il n'entend pas seulement la seule Révolution d'Octobre 1917, voire celle de 1905, mais l'ensemble d'une période qui va de la naissance du mouvement ouvrier et des groupes révolutionnaires à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la stalinisation de l'Union soviétique, au début des années 1930.

Emergent quelques figures comme la populiste Véra Figner, militante de l'organisation terroriste « La Volonté du peuple », Véra Zassoulitch, successivement populiste, anarchiste et marxiste, Alexandra Kollontai, première femme ministre de l'Histoire en novembre 1917, Nadejda Kroupskia, compagne et collaboratrice de Lénine, Inessa Armand, militante d'origine française et mère de famille nombreuse (5 enfants). Mais J.J. Marie rend aussi hommage à nombre de femmes, moins connues ou anonymes, qui jouèrent un rôle de premier plan dans la mise en place des soviets, dans l'armée, la production, l'organisation du ravitaillement etc. Non seulement ces femmes appuyèrent la politique féministe du Parti bolchevik mais furent aussi souvent à son initiative, ce qui aboutit à leur reconnaître le droit de vote, la liberté de mariage et de divorce, l'accès à l'avortement et à la contraception etc. Dans le même temps elles tentèrent de libérer au moins partiellement les femmes des tâches ménagères par l'organisation de crèches, de restaurants populaires et de laveries collectives. Mais les progrès dans cette direction furent modestes et freinés par l'état catastrophique de l'économie et du pays après quatre ans de guerre mondiale et trois ans de guerre civile. Ils restèrent souvent à l'état de projets. Mais ils eurent au moins le mérite d'indiquer une direction à suivre. Le stalinisme triomphant gela tout cela et tenta de renvoyer les femmes dans leurs foyers. Un mouvement d'ailleurs amplifié après la chute de l'URSS par Eltsine et Poutine.

Ce livre, jamais schématique, montre bien les difficultés quotidiennes et les préjugés tenaces auxquels se heurte l'émancipation de la femme, même en période révolutionnaire.

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

**librairie**  
**la-breche.com**

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44  
© contact@la-breche.com

<http://www.anti-k.org>

**Anti-k**  
L'économie anti-capitaliste